

Introduction

Les peuples d'Europe et du monde subissent les conséquences de la crise provoquée par le capitalisme mondialisé qui sacrifie tout, travail humain, environnement et intérêt général à l'accumulation et à la spéculation financières. C'est la crise de choix politiques qui ont livré pour cela, décision politique après décision politique, tous les pouvoirs aux marchés financiers, aux actionnaires, aux multinationales de la finance. Les gouvernements qui portent la responsabilité de ces choix font à présent payer cette crise aux travailleurs par la mise en œuvre de plans d'austérité qui font basculer dans le chômage, la précarité, la pauvreté des millions d'entre eux. Face aux progrès formidables des sciences, des technologies, de la productivité, qui devraient concourir à une nouvelle avancée de civilisation de toute l'humanité, le capitalisme se montre de plus en plus incapable de relever les défis du développement humain et génère une violence sociale inouïe. Son discrédit dans les consciences renforce la nécessité de nouvelles perspectives. Notre engagement communiste pour l'émancipation humaine est plus nécessaire que jamais : pour ouvrir une alternative au XXIe siècle nous devons inventer un nouveau mode de développement, dépasser ce système et ses logiques. C'est l'ambition de notre combat. En France, le pouvoir se révèle au service exclusif des possédants. Il foule au pied l'intérêt général. Si on laissait faire le gouvernement, tout serait sacrifié, tout y passerait, comme on le voit avec les retraites, la mise en pièce de la démocratie locale ou encore l'école, comme le montrent les dernières directives gouvernementales. Dans ce contexte, le besoin d'alternative au pouvoir de Nicolas Sarkozy est de plus en plus ressenti comme une urgence par une très grande majorité de notre peuple. Les forces de gauche sont désormais face à un immense défi : ouvrir avec et pour le peuple français une nouvelle ère politique de changements structurels et durables. Nous mesurons la part de la responsabilité qui est la nôtre pour le relever. Dans cette perspective, notre 35ème Congrès, prend les décisions suivantes : lancer un appel à une riposte amplifiée à la politique de la droite, contribuer aux luttes et à l'action, permettre une véritable appropriation citoyenne du Front de gauche, construire un pacte d'union populaire pour réussir le changement, transformer le PCF pour être utile pour changer la vie du peuple.

Lancer un appel à une riposte amplifiée à la politique de la droite

1. Sarkozy et le patronat devront reculer ! Nous lançons un appel à tous les citoyens et citoyennes, à toutes les forces de gauche. Dans quel état sera notre pays si nous laissons le gouvernement continuer ainsi à tout casser ? La grande majorité des citoyens, des salariés, des jeunes, subissent de plein fouet les conséquences des politiques régressives d'un gouvernement au service et aux ordres des puissances de l'argent. Cela doit cesser !

Nous appelons à refuser tous les chantages à l'austérité. Non, ce ne sont pas les peuples qui ont trop dépensé, ni les dépenses publiques qui ont creusé les déficits. Les uns comme les autres sont maltraités depuis déjà des années. Nous dénonçons le développement de l'endettement public pour soutenir les banques et les plus fortunés. Ce n'est pas aux peuples de payer la crise ! La

culpabilisation et la peur doivent maintenant changer de camp !

Sans attendre 2012, c'est dès maintenant qu'il faut mettre la droite en échec.

En lien avec nos initiatives et celles du Front de gauche, nous proposons, pour organiser et amplifier la riposte, pour faire grandir des propositions alternatives, de prendre les contacts nécessaires avec l'ensemble des forces de gauche.

2. La réforme des collectivités territoriales a pour but de détruire la démocratie locale et de réduire au maximum l'intervention citoyenne. Il s'agit de franchir une nouvelle étape dans l'accaparement du pouvoir au service des forces de la finance, dans l'uniformisation culturelle, dans la mise en concurrence des territoires, dans la réduction de l'intervention publique. Ce coup de force contre la démocratie s'ajoute aux réformes successives rompant des équilibres institutionnels déjà critiquables ? Plus que jamais, il faut une VIème République pour étendre le champ de la démocratie, gagner de nouveaux droits, comme par exemple le droit de vote des résidents étrangers. Nous engageons contre cette réforme une bataille majeure afin de permettre à notre peuple de prendre la parole notamment en exigeant un référendum ouvrant un grand débat sur la démocratie et nos initiatives.

3. Nous poursuivrons la mobilisation contre la casse des retraites jusqu'au retrait du projet gouvernemental. Il conduirait à un véritable recul de civilisation : des couches entières de la population, des millions de femmes aux carrières incomplètes et d'ouvriers éreintés par le travail, basculeraient demain dans la pauvreté. Une autre réforme est possible. Les parlementaires communistes voteront contre cette loi. Ils mettent en débat une proposition de loi alternative. Elle vise une meilleure répartition des richesses entre travail et capital, un emploi pour tous, avec l'élévation des cotisations de retraites pénalisant les entreprises qui créent peu d'emplois et faisant cotiser les revenus financiers du capital. Nous voulons une société où chacune, chacun a plus de temps pour soi, pour les siens, pour les autres. Nous serons dans les rassemblements du 24 juin et, tout au long de l'été, les militants et militantes communistes recueilleront les 100 000 premières signatures de soutien à la proposition de loi garantissant le financement du droit à la retraite à 60 ans. La fête de *l'Humanité* constituera un grand rendez-vous de mobilisation contre la réforme gouvernementale.

4. Nous faisons de la promotion des services publics une priorité nationale de notre action politique pour la réponse aux besoins sociaux et humains. Les services publics sont la cible d'une offensive sans précédent des politiques libérales, par exemple à La Poste transformée en société anonyme, France Telecom ; dans le domaine de la santé, la loi HPST pousse à la casse et à la fermeture des hôpitaux publics, conduisant à la privatisation de l'offre de soins ; dans le domaine de l'énergie, c'est la loi NOME qui contraint EDF à livrer sa production au privé ; et dans le domaine des transports, l'ouverture à la concurrence des TER est programmée. Nous refusons la marchandisation de ces biens publics et nous voulons faire grandir l'exigence d'une maîtrise et d'une réappropriation publique. Nous participerons en ce sens activement au processus d'États généraux du Service Public. Nous proposons une transformation des services publics avec des pouvoirs des usagers et des personnels, avec un financement renforcé par prélèvements publics et sociaux et l'appui de la BCE. Nous voulons créer de nouveaux services publics, notamment pour un autre crédit avec des fonds régionaux et un pôle financier public.

5. Une société qui sacrifie l'éducation de ses jeunes, sacrifie son avenir. La bataille pour l'accès aux connaissances et le partage des savoirs est au cœur de notre projet de société. Tous les secteurs sont attaqués de manière cohérente, méthodique, accélérée et violente par le pouvoir. C'est une

façon de transférer des richesses vers le capital et d'adapter l'éducation et la recherche aux stricts besoins des taux de profit. Nous voulons favoriser la riposte au démantèlement de l'école publique. Et nous lançons une grande campagne politique en direction des parents, des enseignants, des formateurs, des chercheurs, en nous adressant à eux le plus largement possible et, en particulier, sur leurs lieux de travail. Les réformes en cours privent l'école des moyens financiers et humains indispensables à son bon fonctionnement. Présentées comme techniques, elles soumettent en réalité, conformément aux choix européens, la formation des élèves aux intérêts privés. Il y a urgence à résister à cette politique, urgence à porter une ambition nouvelle. Dès la rentrée scolaire, nous serons mobilisés aux portes et dans les établissements – maternelles, écoles, collèges, lycées, universités, centres de recherche - dans des centaines d'initiatives à travers le pays.

6. Nous proposons aux forces progressistes européennes une solidarité renforcée contre l'austérité imposée aux peuples par l'Union européenne et le FMI, et pour refonder l'Europe.

Les gouvernements de l'Union européenne ont décidé de faire payer aux travailleurs européens la crise de l'endettement public, une crise qu'ils ont eux-mêmes provoquée en cédant aux exigences des marchés financiers. Les plans d'austérité sont une immense régression sociale et démocratique et vont aggraver la crise. Les traités européens doivent être remis en cause, en particulier le Traité de Lisbonne que des peuples consultés avaient très lucidement refusé. Nous voulons construire, avec toutes les forces de gauche disponibles, avec les députés européens, une alternative ayant pour principe la réorientation de l'argent au service des besoins sociaux et écologiques. Au lieu du recours aux marchés financiers pour rembourser les banques, nous proposons que la BCE les re-finance pour un autre crédit favorisant l'emploi et qu'elle finance directement les dettes d'Etat pour développer les services publics. Nous participerons en ce sens à la journée de mobilisation sociale européenne de fin septembre. Nous accueillerons par ailleurs le congrès du PGE les 4 et 5 décembre prochains à Paris avec l'objectif d'amplifier ces convergences. Et nous tiendrons une grande initiative politique européenne dans le cadre de la préparation de cet événement.

Nous décidons d'investir notre parti dans une bataille rassembleuse et offensive, en France, en Europe et sur le plan international, pour la paix, pour le désarmement, pour la résolution politique des conflits dans un monde dénucléarisé et plus sûr.

Construire un Pacte d'union populaire pour réussir le changement, un nouvel élan avec le Front de gauche

7. Contre les marchés financiers, l'humain d'abord ! Nous ouvrons à l'échelle du pays un processus de construction d'un pacte d'union populaire. Il est urgent de donner une perspective à la colère et aux attentes qui s'expriment à travers la construction d'un projet de transformation sociale pour sortir de la crise. Nous voulons mener un débat avec le peuple français sur les grandes réformes qu'une politique, des institutions, une majorité de changement devraient mettre en œuvre. Nous proposons à nos partenaires du Front de gauche d'organiser et d'animer avec nous cette démarche, ouverte à tous ceux et celles qui le souhaitent.

Nous voulons créer pour cela des milliers d'espaces ancrés au cœur des mobilisations sociales : ateliers dans les quartiers et les entreprises, réseaux sociaux par grandes thématiques, collectifs jeunes, cahiers populaires du projet, comités d'initiatives à l'appel de nos élu-e-s, conventions, assises... Ces espaces seront à la disposition de toutes les forces vives de notre pays, travailleurs, responsables syndicaux et associatifs, intellectuels, élu-e-s, citoyennes et citoyens qui cherchent une issue à leurs difficultés quotidiennes, une issue à la crise.

Nous lancerons ce processus à la fête de *l'Humanité*. Ce sera alors l'occasion de présenter, avant de les soumettre au débat des Françaises et des Français, les grands défis que la gauche doit, selon

nous, relever. Nous souhaitons que des femmes et des hommes engagés, des personnalités du mouvement social et populaire, du monde de la création, des intellectuels, qui ne sont pas membres d'une des forces du Front de gauche, puissent à qualité être totalement partie prenante de la démarche et des combats du Front de gauche, de la co-élaboration du pacte d'union populaire. Nous les invitons à prendre des initiatives en ce sens sous la forme de plate-formes, de rassemblements, d'appels ou de toutes autres formes qu'ils et elles décideront.

Nous nous saisisons de chaque mobilisation sociale, de chaque échéance électorale pour populariser notre démarche et enrichir le pacte. Toutes les initiatives de riposte précitées seront décisives.

8. Nous aurons un premier rendez-vous électoral avec les élections cantonales. Élus de proximité, premiers visés par la réforme des collectivités territoriales, les conseillers généraux communistes sont des points d'appui pour les populations, pour porter leurs colères, leurs aspirations et être au quotidien auprès d'eux. Nous mènerons une grande campagne populaire et de proximité aux élections de mars prochain pour gagner de nouveaux élu-e-s, en présentant partout des candidatures porteuses de nos objectifs de rassemblement. Nous engageons dès aujourd'hui la désignation de nos candidates et candidats, département par département. Notre deuxième rendez-vous sera celui des élections sénatoriales. Un changement de majorité au Sénat compterait beaucoup dans le rapport de force institutionnel. Nous nous mobiliserons pour atteindre cet objectif et renforcer le groupe communiste républicain citoyen et des sénateurs du Parti de gauche.

9. Nous voulons, avec notre pacte ainsi élaboré, promouvoir un projet de gauche aux élections de 2012 pour sortir de la crise. La profondeur de la crise économique, sociale et écologique de notre pays, aujourd'hui conjuguée au divorce d'une part grandissante de la population avec la pratique de la politique, un tel objectif s'impose à tous les progressistes. À l'opposé des institutions de la Ve République, de la traditionnelle compétition entre candidats à une simple alternance, nous voulons lier intimement élection législative et élection présidentielle pour faire dominer dans le débat politique et populaire l'enjeu d'une majorité de changement à gauche. Pour l'élection présidentielle, la candidature pourra soit être issue de l'une des formations du Front de gauche, soit être issue du mouvement social, et partager les objectifs du pacte. Ce débat doit être mené sans préalable ni exclusive. Dans cette perspective, des personnalité-e-s communistes sont légitimes à s'engager comme candidat-e potentiel-le du rassemblement pour porter l'originalité de cette ambition. Dans le cadre de la préparation du congrès du printemps 2011, nous examinerons toutes les propositions et les hypothèses que les communistes souhaiteront mettre en débat. Au terme de ce processus, à ce congrès, nous désignerons le ou la candidate soutenu-e par le PCF. L'assemblée des animateurs de section, fin 2010, constituera un point d'étape de cette réflexion et de ce processus.

Transformer le PCF pour être à la hauteur de nos ambitions

Le projet, notre conception du communisme et de notre organisation politique, notre stratégie, les enjeux de la transformation traversent l'ensemble des champs de notre action politique. En affirmant notre choix de la forme parti, nous affirmons donc dans le même temps la nécessité d'un effort conceptuel et pratique qui repousse les limites des formes politiques issues du XXe siècle : nous voulons garder le meilleur de la démocratie militante permettant l'affirmation de grands choix notamment nationaux et gagner dans la réalité le meilleur de la démocratie de participation et d'initiative. Notre démocratisation, passant par la participation effective des adhérents à l'élaboration de la politique de leur parti, nous semble être la voie la plus féconde pour l'avenir.

10. Nous lançons dès aujourd'hui un important travail sur le projet communiste de notre propre parti pour irriguer cette construction commune.

- Nous voulons rassembler et organiser les moyens humains, financiers et intellectuels consacrés au projet existant au sein de la direction nationale du PCF autour d'une « direction unifiée du projet » chargée de la mise en œuvre des décisions et des objectifs définis par le congrès. Ce dispositif ne vise pas à « ré-élaborer l'ensemble du projet », mais à engager un travail précis sur quelques questions saillantes et à le formuler en termes clairs et précis. Il servira également à accroître notre réactivité et notre capacité à forger en peu de temps des idées communes en mobilisant les ressources militantes.

- Nous engagerons parallèlement un processus de travail public et ouvert à l'ensemble des forces intellectuelles, sociales et politiques permettant la confrontation et l'élaboration réelle sur les enjeux d'une politique alternative autour de quatre conventions thématiques portant respectivement sur un mode de développement, sur notre démocratie, sur les services publics et sur l'alternative à construire à l'échelle de l'Europe et du monde. Ce processus sera marqué par notre université d'été fin août et la tenue d'un grand colloque en novembre 2010. Il se conclura lors de rencontres nationales en janvier 2011.

- Nous créerons une revue mensuelle du projet afin de partager, de diffuser, de débattre de l'ensemble de ce travail. Cette revue permettra une réelle information des militants sur l'état d'avancement des travaux pour qu'ils puissent y participer.

11. Nous changeons nos pratiques pour devenir le parti de la démocratie, de la coopération et de l'action militante.

- Nous expérimenterons sur trois ou quatre grands axes de travail à définir un processus coopératif national. Ce travail devra se faire en liaison avec les luttes sociales, le débat d'idées, les expérimentations, permettant de faire appel largement aux militants dans l'élaboration de notre projet et de nos actions.

- Pour rendre possible cette expérimentation, nous lançons un « grand recensement », s'inscrivant dans la durée, et permettant avec les nouveaux outils de l'information et leur nécessaire amélioration, de faire un saut dans la connaissance de nos militants, dans notre capacité de s'adresser à elles et eux.

- Nous assurerons pour chaque nouvel-le adhérent-e l'accès à un droit à la formation dans un délai de six mois.

- Pour mener efficacement la bataille idéologique, la diffusion, la lecture de *l'Humanité* et de *l'Humanité Dimanche* sont indispensables à l'information, la formation des communistes et, plus largement, à tous ceux et celles qui luttent pour défricher les alternatives au capitalisme.

- S'agissant de la parité, nous décidons, durant l'année à venir, d'accorder une grande importance à la constitution d'un réseau national avec les fédérations pour la mise en œuvre de la parité. Constitué de référentes et de référents au sein des collectifs de direction fédéraux en lien avec la commission nationale Droits des femmes, ce réseau de travail devra aider les instances de direction à évaluer la mise en œuvre de la parité à tous les niveaux dans le parti et agir pour la prise en compte des questions de genres dans notre activité. Dans cet esprit, nous décidons que notre communication adopte une démarche féministe et nous devons parler au féminin. Les femmes ne

sont pas un problème, elles sont la solution.

En outre, nous voulons donner au militantisme de proximité une importance plus grande dans notre vie de parti, dans l'effort de mutualisation, de recherche, de partage des expériences. Nous devons relever non pas avec des mots mais avec des actes, le défi d'une pratique politique faisant de la politisation populaire et de la participation citoyenne, l'objectif de vie de parti.

- Nous créons une « direction nationale de la vie militante » permettant l'impulsion, la mise en réseau, le partage, l'efficacité du militantisme de proximité. Il s'agit de travailler à une nouvelle conception et une nouvelle offre des directions à tous les niveaux pour mettre le travail des instances au service du développement de l'action locale.

- Pour créer cette dynamique d'échange, nous ouvrons en septembre une plate-forme web pour donner aux communistes, comme à leurs organisations, les moyens d'être plus efficaces, de mutualiser et de donner le plus d'audience possible à leurs initiatives de terrain, aux luttes dans lesquelles ils sont engagés, aux analyses, idées et propositions qu'ils formulent : un espace de ressources ouvert sur le monde et donnant à voir la modernité du projet communiste.

- Nous construisons une stratégie de déploiement du militantisme à l'entreprise. A cet effet, le Conseil national avec les militants des entreprises concernées devra décider d'objectifs précis d'implantation dans des champs professionnels ou des grandes concentrations de salariés. Des collectifs de travail nationaux pour chacun de ceux-ci seront constitués. En lien avec les fédérations et les sections concernées, ils auront dans un premier temps la tâche d'aider à la structuration d'un travail national dans ces entreprises ou ces champs professionnels. Le but de cette expérimentation n'est pas de « centraliser » l'activité des communistes ou des sections d'entreprises concernées mais de la mettre en réseau pour la développer, pour créer un mouvement national de reconquête d'un militantisme communiste sur ces lieux de travail.

- Nous actons, dans le même esprit que pour l'entreprise, une initiative pilote avec les militant-e-s des quartiers populaires. Notre Conseil national décidera des moyens de sa mise en œuvre.

- Au plan local comme départemental, régional et national, nous approuvons le besoin d'une coopération politique nouvelle avec les militants syndicaux, mutualistes et des mouvements sociaux et associatifs. Il reviendra au prochain responsable national chargé des relations extérieures d'élaborer une feuille de route pour ce travail.

- Sur notre communication et notre relation aux médias, nous décidons d'instituer un lieu d'échange avec tous les responsables à la communication permettant de faire circuler les initiatives et de les consulter régulièrement sur notre communication nationale. Concernant notre relation aux médias et plus largement de notre communication publique, la mise en place d'une formation spécifique des militants en responsabilité est nécessaire.

12. Nous modifierons nos statuts au prochain congrès.

Nous décidons que le prochain congrès ordinaire révisé les statuts du PCF. A cet effet, une Commission ad hoc sera désignée par le Conseil national et soumettra avant la fin de l'année des orientations et un projet aux secrétaires de section et aux responsables départementaux et nationaux. Ce calendrier permettra d'associer réellement les militants à ce travail.